



Organisation
des Nations Unies
pour l'éducation,
la science et la culture



Université
**BORDEAUX
MONTAIGNE**

- Chaire UNESCO
- sur la formation de professionnel/-les
- du développement durable
- France



Organisation
des Nations Unies
pour l'éducation,
la science et la culture



UNIVERSITÉ PARIS 1
PANTHÉON SORBONNE
INSTITUT D'ÉTUDE DU DÉVELOPPEMENT
ÉCONOMIQUE ET SOCIAL

- Chaire UNESCO
- « Défis partagés du développement :
savoir, comprendre, agir »
- Université Paris 1 Panthéon-Sorbonne - IEDES

Rapport scientifique du

Colloque international

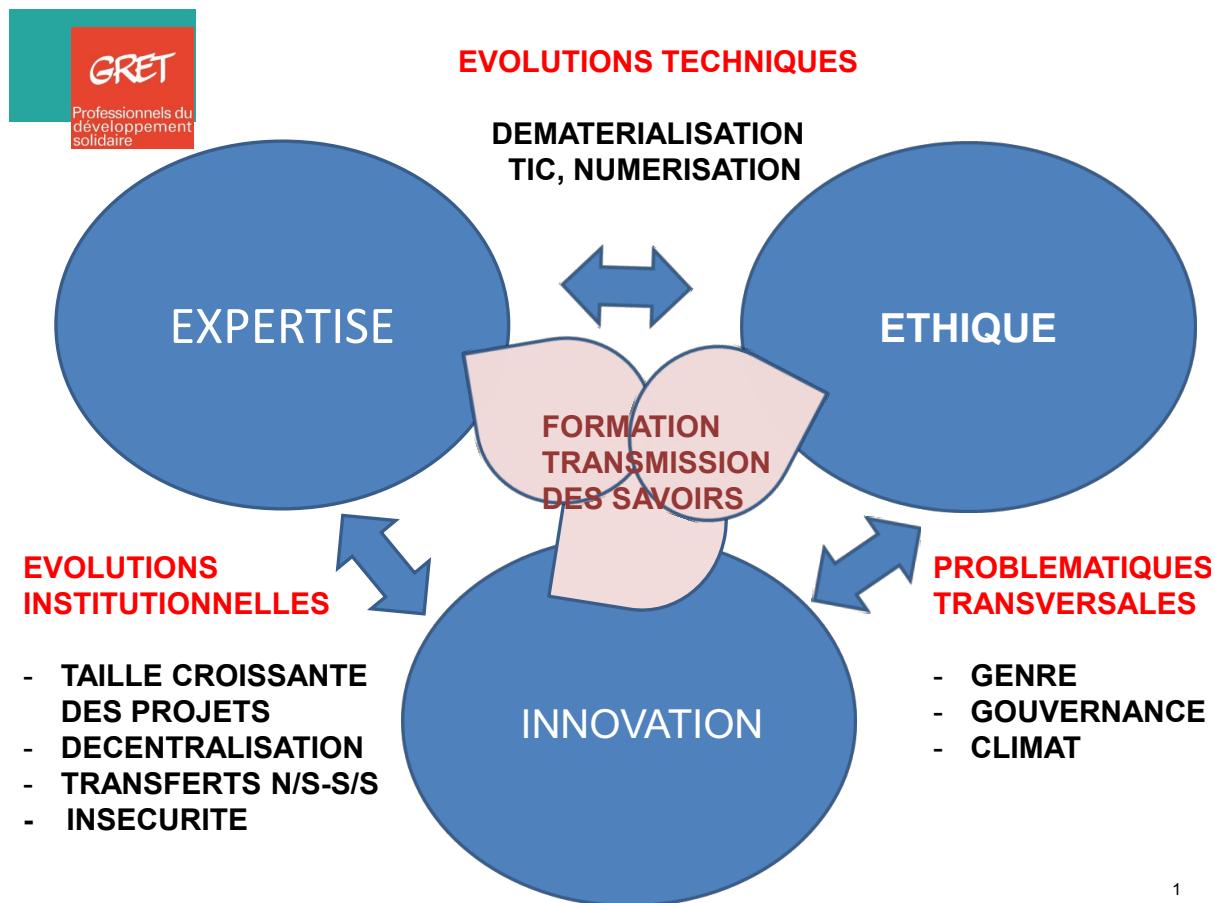
Les acteurs de l'aide internationale : vers quels savoirs, engagements et compétences ?

Bordeaux / Pessac

11 et 12 septembre 2017

Elisabeth Hofmann

Le cadrage du colloque était touffu, avec des thématiques très complexes et des intervenants très divers : praticiens, chercheurs, professeurs, doctorants, etc. Pour essayer de ramasser ce cadrage, le schéma suivant peut permettre de baliser les réflexions :



1

Le premier registre, classique, est celui de l'expertise : l'expertise thématique ou sectorielle, dont on est un peu porteurs et promoteurs, tant dans le technique qu'en termes de gouvernance ou de politique, mais aussi l'expertise de gestion financière ou de gestion du management. Cela se conjugue avec une volonté de durabilité. Le second est le registre de l'éthique, qui parle en termes d'engagements des individus professionnels et/ou volontaires, de déontologie (la lutte contre la pauvreté ou la réduction des inégalités pour les acteurs du développement, les chartes de neutralité, d'indépendance, d'impartialité pour les humanitaires), mais aussi de valeurs républicaines. Ces deux registres sont évidemment en tension, en discussion permanente. Le troisième registre est celui qui permet, face à ces exigences éthiques et d'expertise, de tendre également vers de l'innovation : innovation technique, innovation en termes de dispositifs de gouvernance, innovation dans des montages dans le monde de l'aide internationale – l'utilisation de techniques de marketing, par exemple –, et innovation en termes de formation par les pairs. Ces grands secteurs sont des exigences, et forment des corpus et des registres de normes sur lesquels les acteurs de l'aide composent. Ces éléments-là sont liés et évoluent à travers les dispositifs et les processus de formation et de transformation des savoirs. On se trouve donc dans un équilibre qui compose les logiques d'action, équilibre qui va être transformé voire bousculé par les évolutions d'institutionnelles et des exigences des bailleurs en termes de gestion

financière et managériale et de rendu. Les outils de cadrage, avec l'approche changement ou les ODD, orientent les acteurs dans leurs actions. Les dynamiques de décentralisation modifient complètement les rapports entre les praticiens, les rapports de hiérarchie, les transferts de savoirs Nord-Sud, Sud-Sud et Sud-Nord. La manière de gérer la sécurité sur les terrains modifie les rapports à l'expertise, à l'innovation et à l'éthique. Enfin, les évolutions techniques – les techniques de l'information et de communication, la numérisation, l'emploi de drones, etc. – peuvent faire complètement basculer tous ces différents éléments, sans oublier les problématiques transversales liées au genre, à la gouvernance, au climat, etc. Ces questions ont été débattues afin d'illustrer et de décliner, comment ces équilibres existent, coexistent, dans des dynamiques de tension, d'hybridation, de conflit éventuel entre ces différents niveaux.

Le colloque a ouvert avec une Table ronde qui introduisait les axes clé du colloque à partir du prisme d'acteurs de l'aide internationale de Nouvelle-Aquitaine. Le focus sur les changements d'approche en aide internationale s'est concentré sur les « approches orientées changement » qui suscitent actuellement un certain engouement dans le paysage des acteurs français. De nouveaux cadres méthodologiques apparaissent et se développent pour accompagner les pratiques des acteurs et leur évolution. À côté du cadre logique, encore massivement utilisé, émergent d'autres approches, plus participatives et/ou collaboratives, axées sur le changement, privilégiant la dimension qualitative. Ces "approches orientées changement" (AOC) mettent l'accent sur les relations entre acteurs et métiers, afin de définir une vision collective, de tracer des chemins de changement et de concevoir des activités y contribuant. L'évaluation fait partie intégrante de tels processus, dans une logique d'adaptation et d'amélioration chemin faisant. Depuis 2014, à travers le programme Prisme, le F3E et 28 organisations expérimentent les AOC dans une dizaine de pays. Après une présentation des caractéristiques des AOC, nourrie par des récits d'expériences, les participant.es de cette table ronde ont souligné les atouts, apports et intérêts, mais aussi les contraintes et difficultés. L'axe sur la professionnalisation à géométrie variable mettait l'accent sur les nombreuses associations de développement qui ont pris le virage de la professionnalisation dans la décennie 1990. Fortes de leur expérience, elles ont accompagné l'évolution du paradigme de l'aide au développement, et contribué à l'émergence de nouvelles problématiques ainsi qu'à la reconfiguration du paysage de la solidarité internationale. Leurs missions et actions se sont diversifiées, leur influence affermie, leur rôle d'employeur renforcé. Dans le même temps, leur rapport aux institutions a changé : à la fois cibles, partenaires et bailleurs, celles-ci sont impactées par l'affirmation de cette société civile structurée. Ce processus de professionnalisation n'est pas achevé, et se transforme au fil des années et des mutations de la société. Le terme de "professionnalisation" recouvre deux réalités distinctes mais qui cependant se croisent. La première correspond au sens littéral du mot, à savoir l'acquisition de compétences de façon intimement liée à la question de la qualité et de l'efficacité de l'aide au développement dans les pays tiers, la seconde touche à la question du statut. Cette professionnalisation qui peut être choisie ou subie entretient une relation complexe avec l'engagement caractéristique du secteur de l'aide internationale. Elle suit des canaux variables et la formation – le troisième axe clé – en est parmi les principaux. Les enjeux de la formation à la solidarité internationale qui est devenue un secteur professionnel à part entière, avec ses métiers, ses pratiques, ses qualifications, sont relevé par différentes structures, universitaires ou privées. L'accent a été mis sur les évolutions à l'œuvre en fonction des changements du milieu professionnel.

Différents éléments centraux peuvent être soulignés pour illustrer la richesse des communications et débats dans les trois plénières et neuf ateliers. Les dynamiques des acteurs face à l'essoufflement des modèles de l'aide internationale était un des thèmes phares. Certains évoquent plutôt d'une période de flou liée à la recomposition en profondeur et dans son ensemble du paysage de l'aide, d'autres se sont posés la question si ce ne sont pas les acteurs qui sont essoufflés face à l'évolution des modèles. L'observation de l'évolution des acteurs et du contexte du développement, donne à voir des évolutions qui se nourrissent mutuellement, avec une interdépendance des enjeux, plus forte que jamais, qui rend obsolète et caduc le traditionnel "axe Nord-Sud", notamment en ce qui concerne les acteurs issus de la migration.

La multiplication des acteurs, des voix et l'interdépendance des enjeux, participent d'une complexité inédite à laquelle les bailleurs de fonds, confrontés à des compressions budgétaires, répondent par une (ré)orientation de leur aide et une évolution de leurs pratiques. Depuis plus de deux décennies, l'action internationale en faveur du développement est l'objet d'une approche imprégnée d'idéologie libérale. Cette dernière s'est déployée dans les années 1990, quand les institutions financières internationales imposaient aux pays du Sud l'adoption de mesures radicales censées favoriser leur croissance économique et, selon cette même logique, leur développement. Différents récits ont mis en évidence des problèmes de déconnexion entre les sphères où sont pensées certaines politiques ou orientations, et le terrain où celles-ci sont mises en pratique. La prééminence des élites est mise en question. En effet, il s'avère que les dispositifs de l'aide produisent leur propre légitimation, en privilégiant d'une part le consensus comme mode de prise de décision, et d'autre part en favorisant la production de discours légitimateurs portés par des agents hétérogènes. Parmi ces acteurs, les élites des pays bénéficiaires sont en quelque sorte mises à contribution pour contribuer à un ersatz de processus démocratique qui, sous couvert de simplifier l'espace du dialogue, créent des conditions favorables à l'adoption de réformes impossibles à faire passer sans cela. Mais l'objectif final est atteint, puisque ces formes de regroupements permettent de reporter sur ces différents acteurs la responsabilité de l'atteinte des objectifs fixés, par exemple par les plans décennaux en éducation. Surtout, la question de l'efficacité de l'aide n'est pas résolue. Considérant les dispositifs et processus mis en place par les bailleurs internationaux, des interrogations s'imposent avec une acuité d'autant plus grande que, même s'il est bousculé, le modèle historique s'adapte sans difficulté aux tendances du moment : la lutte contre la pauvreté est remplacée par la croissance économique.

Un autre thème central était celui d'acteurs. Derrière la multiplicité de ces intervenants, de leurs cadres et enjeux institutionnels, on trouve différentes logiques, pratiques, mais également motifs de s'engager. On observe que les profils et trajectoires ne sont pas sans rapport avec l'engagement et la façon dont celui-ci s'exerce. Le volontariat qui est un support d'engagements pluriels a fait l'objet de plusieurs communications, faisant ressortir une grande diversité des formes de volontariat, avec un impact variable dans les trajectoires professionnelles des individus. Les entreprises prennent une place grandissante parmi les acteurs de l'aide internationale. Elles déplacent leurs actions via des fondations, des partenariats publics-privés, mais aussi la mise en œuvre de la Responsabilité sociale des entreprises (RSE). Plus que des profils archétypaux, l'engagement dans le développement révèle des cheminements individuels qu'il est intéressant d'explorer et qui peuvent mener à la motivation professionnelle. Autant que le désir d'engagement en tant que tel, le volontariat est aussi un mode d'insertion dans la vie professionnelle. Certains exemples

présentés mettent clairement en relief des raisons de s'engager moins altruistes, motivées davantage par un intérêt personnel ou une stratégie institutionnelle. Dans le cas d'un projet international sur les violences de genre, des facteurs tels que la visibilité, le rayonnement international ou la possibilité de faire du networking à haut niveau ont pu motiver certains organismes à s'impliquer dans le processus. Sur un versant plus individuel, certains participants ont pu voir dans cette initiative un tremplin politique ou une ligne de plus sur leur CV. Reste une dernière motivation, réelle et problématique : la distribution de per diem. Aborder les problèmes que posent ces incitations financières génère un certain malaise et reste en grande partie tabou. L'apparition des per diem date de la naissance de l'"industrie de la coopération internationale" dans les années 1960-70. D'abord conçus comme une pratique de rémunération/indemnisation journalière, les per diem ont évolué vers une pratique d'incitation/dédommagement, utilisée par certains États pour compenser les baisses des salaires des fonctionnaires induites par les programmes d'ajustement structurel. Cet outil devenu finalité est un motif d'engagement plus que problématique. Proposer de l'argent aux gens pour les intéresser risque de jouer le rôle d'une sorte d'intoxication qui préside à l'action.

La séance de clôture a permis d'ouvrir les horizons vers un certain nombre de réflexions abordées ou esquissées dans les échanges. Les changements des acteurs et des modalités de l'aide internationale étaient au centre du colloque. Certains ont été particulièrement mis en exergue : les parcours des acteurs qui oscillent entre la professionnalisation ou la standardisation ont été discuté, la dimension politique n'a pas toujours été suffisamment prise en compte et le besoin de pluridisciplinarité et de sciences sociales pour saisir la complexité des enjeux et contextes a été soulignés. Une réflexion finale a été consacré aux registre des normes professionnelles et technico-scientifiques dont est doté l'expert ou l'agent de développement, alors qu'il est très peu outillé pour comprendre la nature, les dynamiques de ces normes sociales, et pour pouvoir orienter ou mieux conduire ses actions. Le registre des normes pratiques participe à comprendre, interpréter les non-dits, l'informel. On est dans un registre plus empirique qui participe des négociations, des contournements, des ajustements, des panachages, et qui se double d'un registre pragmatique, pour se positionner sur un marché de l'aide très concurrentiel – pour sécuriser sa position et sa carrière, éventuellement capter des per diem –, mais aussi au sein des institutions, dans des jeux de pouvoir, de légitimation, de positionnement avec la hiérarchie, et au sein des métiers des institutions. Dans ces stratégies individuelles, on voit également cette instrumentalisation des outils et des normes professionnelles et des indicateurs, qui contribuent au renforcement de ces jeux de pouvoir et cette légitimation. Finalement, les jeux de pouvoir mus par des logiques personnelles participent à imposer les outils et les normes formelles à devenir un langage commun.

Ce colloque a pleinement confirmé la complexité de ce champ professionnel des acteurs de l'aide internationale. Ses évolutions de l'aide internationale obligent notamment les formations à s'adapter continuellement : évolution des modes d'intervention, changements de paradigme, d'approche, changements de terminologie, changements de rapports de force, changements des possibilités technologiques, mais aussi évolution des types d'acteurs, notamment avec le poids des acteurs marchands, et évolution vers plus de normativité, que ce soit l'approche qualité ou la certification des compétences humanitaires. Ces évolutions influencent les enjeux éthiques et la recherche de sens, qui sont importants pour beaucoup des acteurs de cette aide internationale, mais dont le risque d'instrumentalisation n'est jamais très loin.